Dépêche No. 1044 | 11 septembre 2025

Malgré la couverture médicale, les Marocains expriment des inquiétudes quant à l'accessibilité financière et à la qualité des soins de santé

Dépêche No. 1044 d'Afrobarometer | Wallelign S. Hassen

Résumé

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (2025), la couverture sanitaire universelle (CSU) garantit que « tous ont accès à la gamme complète de services de santé de qualité dont ils ont besoin, quand et où ils en ont besoin, sans difficultés financières ». Elle englobe des services allant de la promotion de la santé et de la prévention des maladies au traitement, à la réadaptation et aux soins palliatifs.

Le Maroc œuvre vers la CSU depuis 2005, en élargissant progressivement son système d'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) dans le but de fournir une assurance subventionnée pour les services de santé de base à tous ses citoyens (Deriak, 2024 ; Mahdaoui & Kissani, 2023 ; Chen, 2018).

Mais malgré les améliorations de nombreux indicateurs de santé, la mise en œuvre de soins de qualité pour tous continue d'être un défi en raison d'un manque de services dans les zones rurales, d'une pénurie de ressources humaines, d'un financement inadéquat et d'une allocation inefficace des ressources, entre autres problèmes (Halimi, Jawab & Bouklata, 2025 ; Mahdaoui et Kissani, 2023). L'indice de couverture des services de la CSU (2023) de l'Organisation Mondiale de la Santé, qui évalue la fourniture de services de qualité sur la base de 14 indicateurs de couverture des services, a attribué au Maroc un score de 69 sur 100 en 2021, à peu près égal à la moyenne mondiale (68) et l'une des meilleures notes d'Afrique.

Ce rapport rend compte d'un module spécial de l'enquête Afrobarometer Round 10 consacré aux soins de santé. Au Maroc, les résultats montrent que si sept citoyens sur 10 bénéficient d'une couverture médicale, la plupart craignent de ne pas pouvoir obtenir ou payer les soins médicaux dont ils ont besoin. L'opinion publique est divisée sur la question de savoir si le gouvernement doit garantir un accès universel à des soins de santé adéquats, même au prix d'une augmentation des impôts.

Parmi les répondants qui ont eu des contacts avec une clinique ou un hôpital public au cours de l'année précédant l'enquête, une majorité déclarent avoir eu du mal à obtenir l'assistance médicale dont ils avaient besoin, et près de quatre sur 10 déclarent avoir dû payer des pots-de-vin ou offrir un cadeau.

Une majorité de citoyens désapprouvent la performance du gouvernement en matière d'amélioration des services de santé de base.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la

Copyright ©Afrobarometer 2025

démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 seront achevées en 2025. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Maroc, conduite par Global for Survey and Consulting, s'est entretenue avec 1.200 adultes citoyens marocains en février 2024. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Maroc en 2013, 2015, 2018, 2021 et 2022.

Résultats clés

- Sept Marocains sur 10 (71%) déclarent bénéficier d'une couverture médicale.
    - Parmi les personnes bénéficiant d'une couverture médicale, une majorité (56%) dépendent de l'assurance maladie nationale. Et près de neuf sur 10 (86%) se disent satisfaites de leur couverture.
    - Parmi ceux qui n'ont pas d'assurance maladie, la plus grande part (23%) déclarent que c'est parce qu'ils n'en ont pas les moyens.
- Près des trois quarts (73%) des citoyens déclarent s'inquiéter « quelque peu » ou « beaucoup » de ne pas pouvoir obtenir ou payer les soins médicaux s'ils en ont besoin.
- Près de la moitié (48%) des répondants estiment que le gouvernement devrait garantir l'accès universel à des soins de santé adéquats, même si cela implique une hausse des impôts. Près de quatre citoyens sur 10 (37%) ne sont pas d'accord.
- Parmi les répondants qui ont eu des contacts avec une clinique ou un hôpital public au cours de l'année précédant l'enquête, plus de la moitié (52%) disent avoir eu du mal à obtenir l'assistance médicale dont ils avaient besoin, et 37% disent avoir dû payer des pots-de-vin.
    - Une majorité écrasante de citoyens déclarent avoir rencontré des problèmes dans les établissements de santé publics qu'ils ont visités, notamment de longs délais d'attente (95%), un personnel médical absent (85%), des coûts inabordables (85%), des manques de médicaments ou de matériels (81%) et des installations en mauvais état (79%).
- Plus de la moitié (54%) des citoyens déclarent qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille ont manqué de médicaments ou de soins médicaux au moins une fois au cours des 12 mois précédents.
- Une majorité (58%) des Marocains estiment que le gouvernement fait un travail insatisfaisant en matière d'amélioration des services de santé de base.
    - Près de six répondants sur 10 (58%) déclarent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance au Ministère de la Santé.
- Trois quarts (74%) des Marocains estiment que les parents devraient être obligés de vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio.

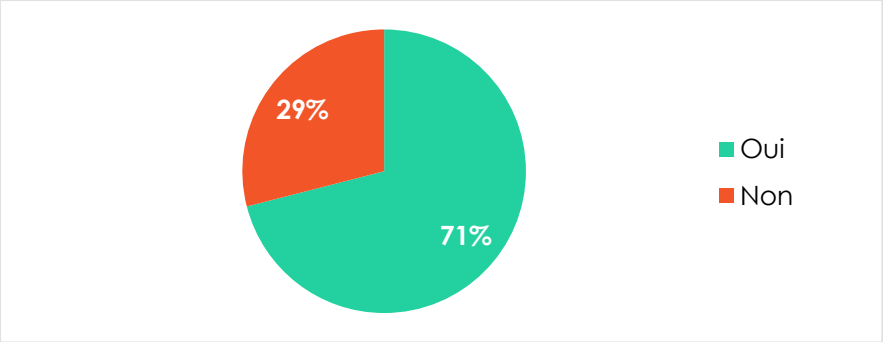
Copyright ©Afrobarometer 2025

Couverture médicale et soins de santé universels

Sept Marocains sur 10 (71%) déclarent bénéficier d'une couverture médicale, tandis que 30% disent ne pas en disposer (Figure 1).

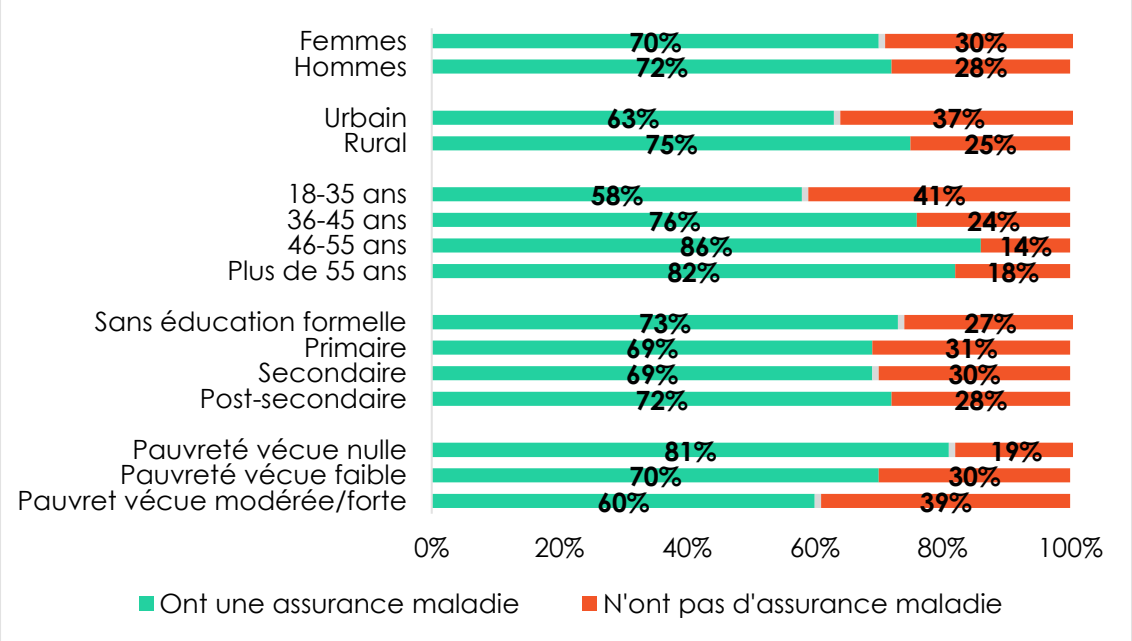
Les taux de couverture sont inférieurs à la moyenne chez les citadins (63%) et les jeunes (58%) (Figure 2). Ils augmentent avec la situation économique des citoyens, allant de 60% chez les plus pauvres à 81% chez les répondants aisés.[1]

Figure 1 : Couverture médicale | Maroc | 2024



Question posée aux répondants : *Avez-vous une couverture médicale qui vous aide à payer vos frais médicaux si vous tombez malade ?*

Figure 2 : Couverture médicale | par groupe démographique | Maroc | 2024



Question posée aux répondants : *Avez-vous une couverture médicale qui vous aide à payer vos frais médicaux si vous tombez malade ?*

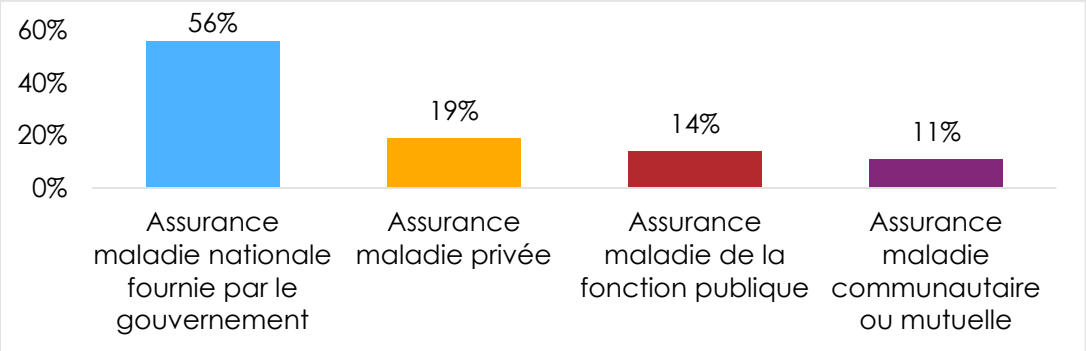
[1] L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Parmi les répondants bénéficiant d'une quelconque assurance maladie, la majorité (56%) des répondants sont couverts par l'assurance maladie nationale (Figure 3). L'assurance maladie privée représente 19% de la couverture, suivie par les régimes d'assurance du secteur public (14%) et des régimes d'assurance communautaires (11%).

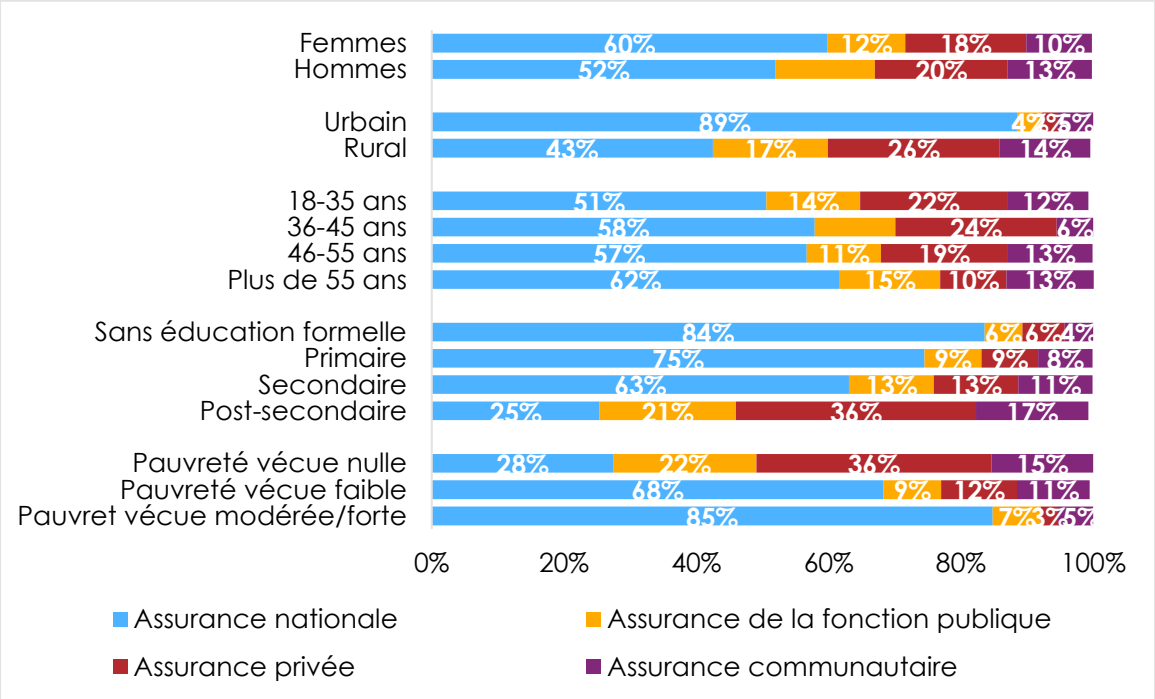
L'assurance maladie nationale est la forme de couverture la plus courante pour tous les principaux groupes démographiques, à l'exception des citoyens aisés et des personnes ayant suivi des études post-secondaires, où l'assurance privée est la plus courante (Figure 4). Parmi ceux bénéficiant d'une couverture médicale, l'assurance maladie nationale est particulièrement répandue dans les zones urbaines (89%), parmi les citoyens sans éducation formelle (84%) et parmi les personnes en situation de pauvreté modérée ou élevée (85%).

Figure 3 : Type de couverture médicale | Maroc | 2024



Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir une couverture médicale : *Quel type de couverture médicale avez-vous ? (Les répondants qui n'ont pas de couverture médicale sont exclus.)*

Figure 4 : Type de couverture médicale | par groupe démographique | Maroc | 2024

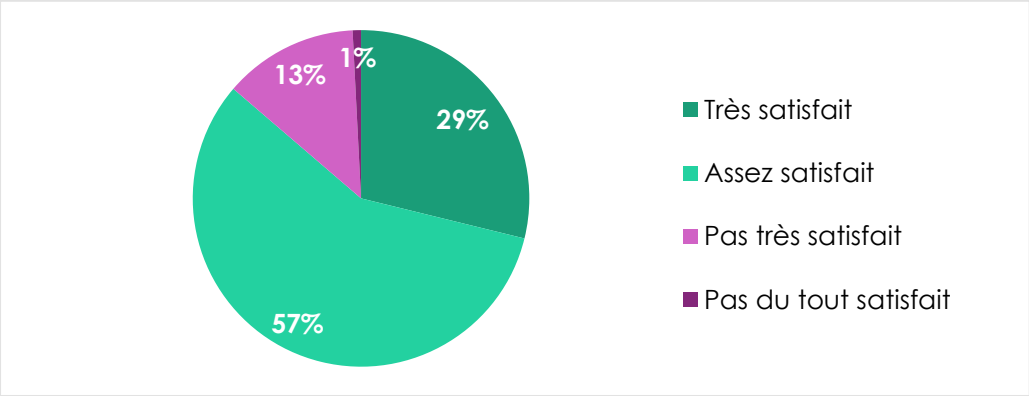


Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir une couverture médicale : *Quel type de couverture médicale avez-vous ? (Les répondants qui n'ont pas de couverture médicale sont exclus.)*

Copyright ©Afrobarometer 2025

Parmi les Marocains bénéficiant d'une assurance maladie, une large majorité (86%) se déclarent « assez satisfaits » (57%) ou « très satisfaits » (29%) de leur couverture médicale (Figure 5). Seuls 14% se disent insatisfaits de leur assurance maladie.

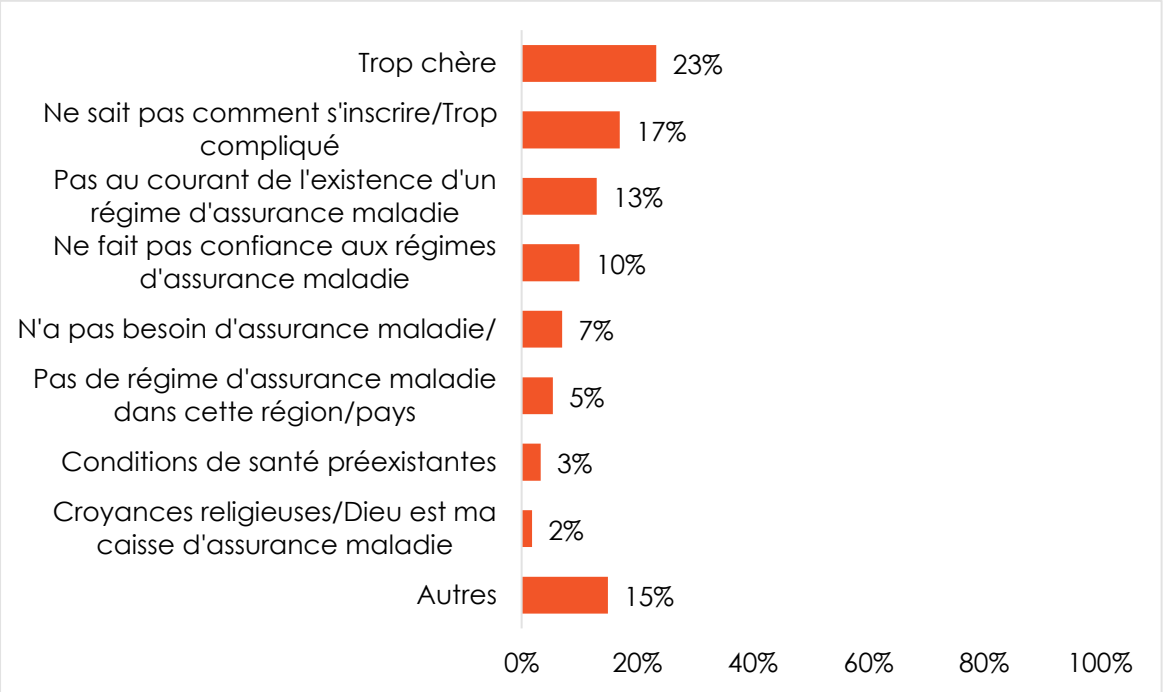
Figure 5 : Satisfaction avec l'assurance maladie | Maroc | 2024



Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir une couverture médicale : *Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction à l'égard de votre couverture médicale ? (Les répondants qui n'ont pas de couverture médicale sont exclus.)*

Parmi les citoyens qui ne bénéficient pas d'une couverture médicale, la principale raison invoquée est son inaccessibilité financière, citée par 23% des répondants non assurés (Figure 6). De plus, 17% déclarent ne pas savoir comment s'inscrire ou trouver la procédure trop compliquée, et 13% affirment ne connaître aucun régime d'assurance maladie.

Figure 6 : Raisons de non souscription à une assurance maladie | Maroc | 2024

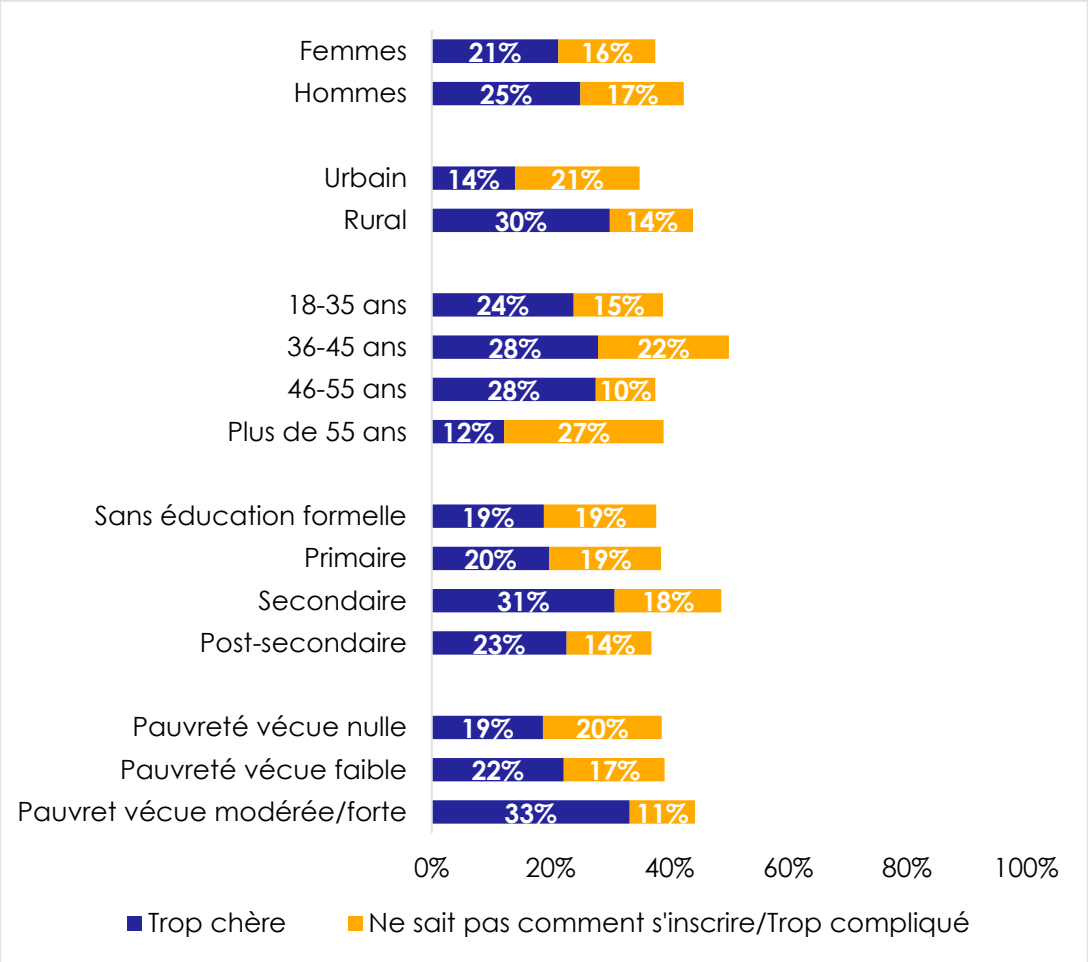


Question posée aux répondants qui ne disposent pas d'une assurance maladie : *Quelle est la principale raison pour laquelle vous ne bénéficiez pas d'une couverture médicale ? (Les répondants qui ont une assurance maladie sont exclus.)*

Copyright ©Afrobarometer 2025

Le coût de l'assurance maladie est le plus souvent cité comme obstacle par les citoyens les plus pauvres (33%) et par les habitants des zones rurales (30%) (Figure 7). La difficulté du processus d'inscription est le plus souvent mentionnée par les personnes âgées (27%).

Figure 7 : Raisons de non souscription à une assurance maladie | par groupe démographique | Maroc | 2024



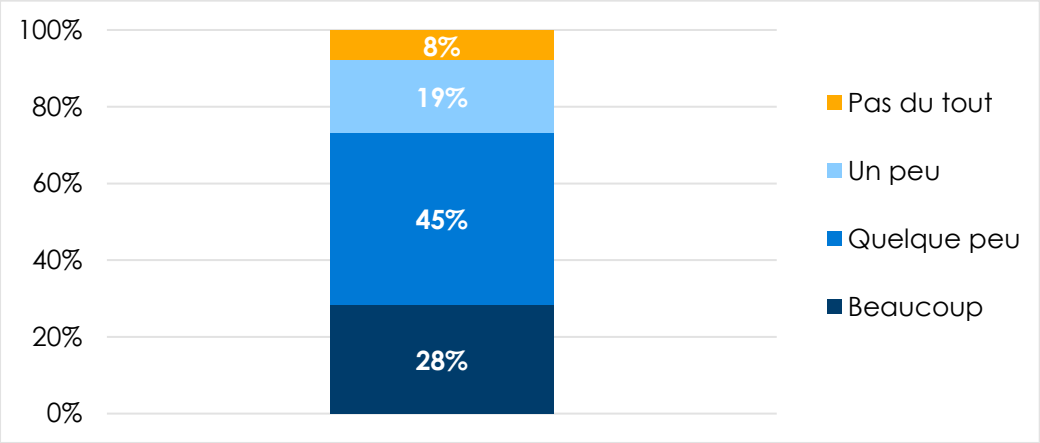
Question posée aux répondants qui ne disposent pas d'une assurance maladie : *Quelle est la principale raison pour laquelle vous ne bénéficiez pas d'une couverture médicale ? (Les répondants qui ont une assurance maladie sont exclus.)*

Malgré une couverture médicale étendue, près des trois quarts (73%) des Marocains déclarent s'inquiéter « quelque peu » (45%) ou « beaucoup » (28%) de ne pas pouvoir obtenir ou payer les soins médicaux nécessaires si un membre de leur famille tombe malade (Figure 8). Deux sur 10 (19%) se disent « un peu » inquiets, tandis que seulement 8% déclarent ne pas s'inquiéter du tout de l'accès aux soins médicaux et de leur accessibilité financière.

Les niveaux d'anxiété à l'égard des soins médicaux sont assez élevés dans les principaux groupes démographiques (Figure 9). Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de déclarer s'inquiéter « beaucoup » (31% contre 26%), tout comme les citadins (34% contre 26%). Ce niveau d'inquiétude augmente avec l'âge, passant de 25% chez les jeunes à 32% chez les aînés. Les citoyens aisés (22%) et les diplômés de l'enseignement supérieur (25%) sont moins susceptibles d'exprimer leur anxiété à l'égard des soins médicaux que leurs homologues plus pauvres et moins instruits.

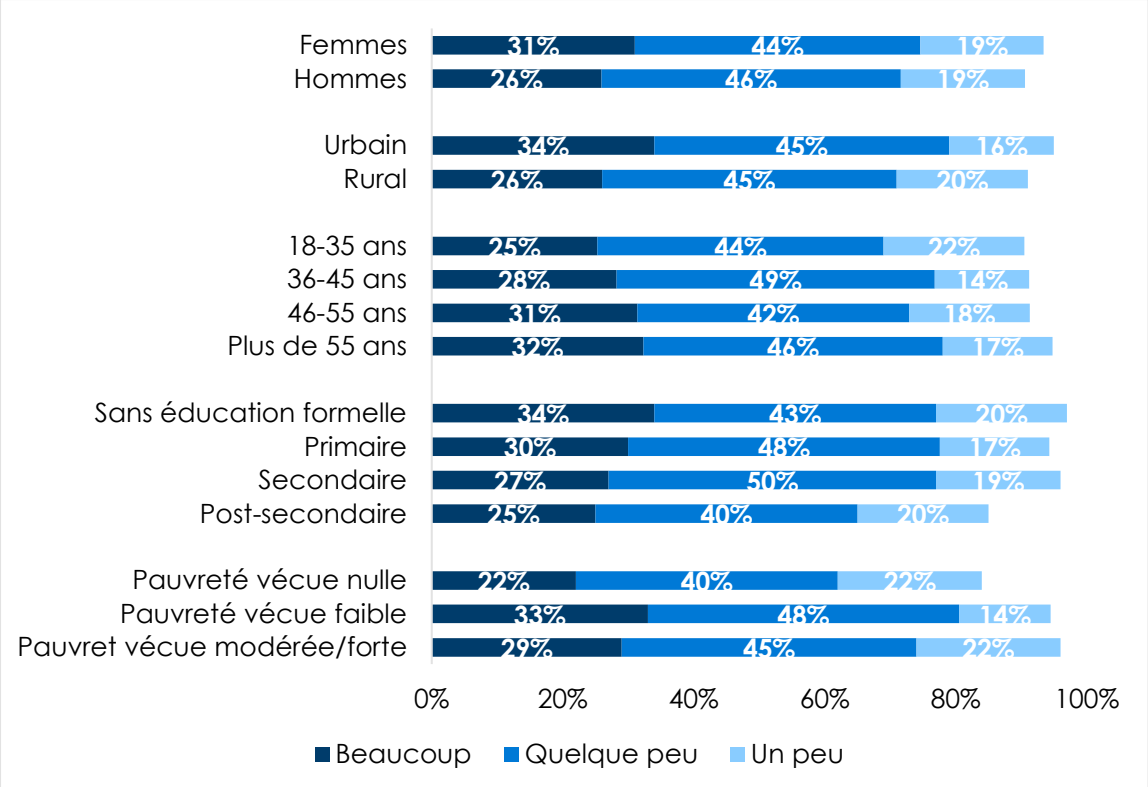
Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 8 : Inquiétude concernant l'accès aux soins de santé | Maroc | 2024



Question posée aux répondants : *A quel point craignez-vous que vous personnellement ou un membre de votre famille tombe malade et ne soit pas en mesure d'obtenir ou de payer les soins médicaux dont il a besoin ?*

Figure 9 : Inquiétude concernant l'accès aux soins de santé | par groupe démographique | Maroc | 2024



Question posée aux répondants : *A quel point craignez-vous que vous personnellement ou un membre de votre famille tombe malade et ne soit pas en mesure d'obtenir ou de payer les soins médicaux dont il a besoin ?*

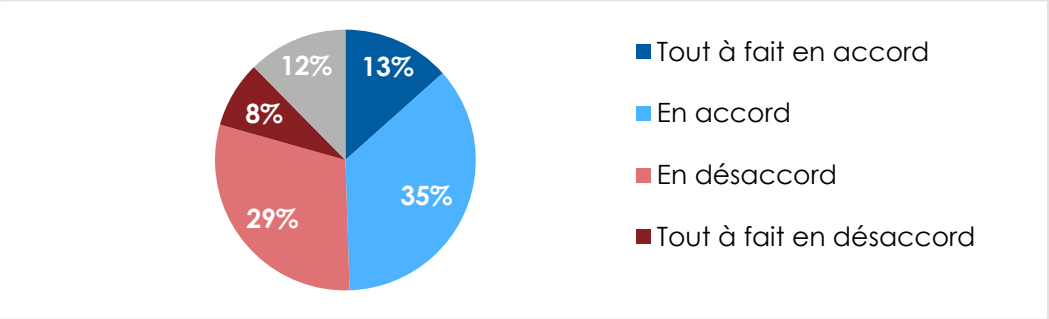
Les Marocains sont divisés quant à la responsabilité du gouvernement de garantir des soins de santé pour tous (Figure 10). Près de la moitié (48%) sont « d'accord » ou « tout à fait

Copyright ©Afrobarometer 2025

d'accord » pour dire que le gouvernement devrait garantir à tous les citoyens des soins de santé adéquats, même si cela implique d'augmenter les impôts. Mais 37% sont en désaccord, tandis que 12% ne se prononcent pas.

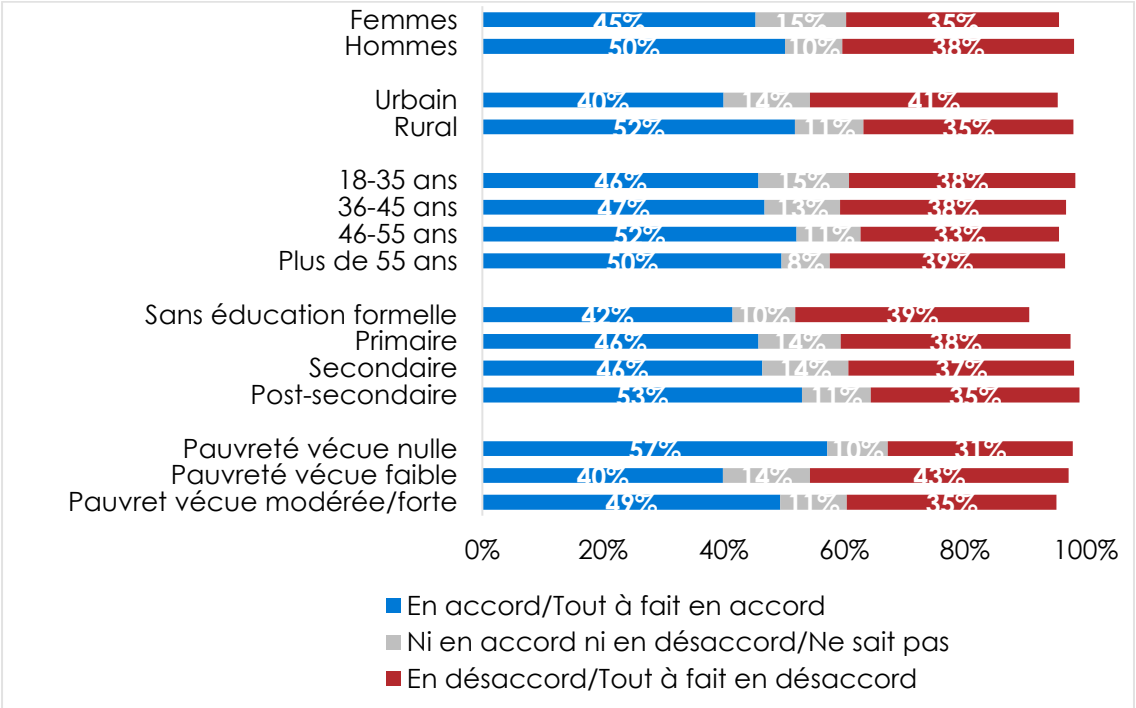
Le soutien à la couverture santé universelle est plus fort chez les hommes que chez les femmes (50% contre 45%) et dans les zones rurales que dans les villes (52% contre 40%) (Figure 11). Les répondants les plus instruits (53%) et les plus aisés (57%) sont plus susceptibles de considérer la couverture santé universelle comme une responsabilité gouvernementale que leurs homologues moins instruits et plus pauvres.

Figure 10 : Le gouvernement devrait-il garantir l'accès universel aux soins de santé ? | Maroc | 2024



Question posée aux répondants : *Dites-moi, s'il vous plaît, si vous êtes d'accord ou non avec l'affirmation suivante : Le gouvernement doit veiller à ce que tous les citoyens aient accès à des soins de santé adéquats, même si cela implique une augmentation des impôts ?*

Figure 11 : Le gouvernement devrait-il garantir l'accès universel aux soins de santé ? | par groupe démographique | Maroc | 2024



Question posée aux répondants : *Dites-moi, s'il vous plaît, si vous êtes d'accord ou non avec l'affirmation suivante : Le gouvernement doit veiller à ce que tous les citoyens aient accès à des soins de santé adéquats, même si cela implique une augmentation des impôts ?*

Copyright ©Afrobarometer 2025

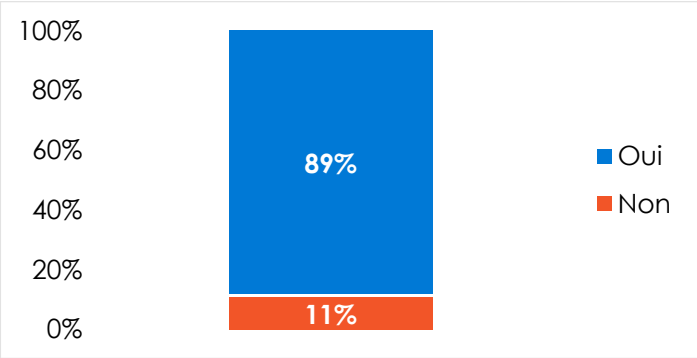
Expérience avec le système de santé

L'attitude des Marocains à l'égard des soins de santé peut refléter leur expérience personnelle du système médical. Dans quelle mesure le système de santé publique du pays répond-il aux besoins de sa population ?

La plupart des Marocains vivent à proximité d'un centre de santé : Les enquêteurs d'Afrobarometer ont trouvé un hôpital public ou privé dans ou à distance de marche de 89% des zones de dénombrement qu'ils ont visitées (Figure 12).[2]

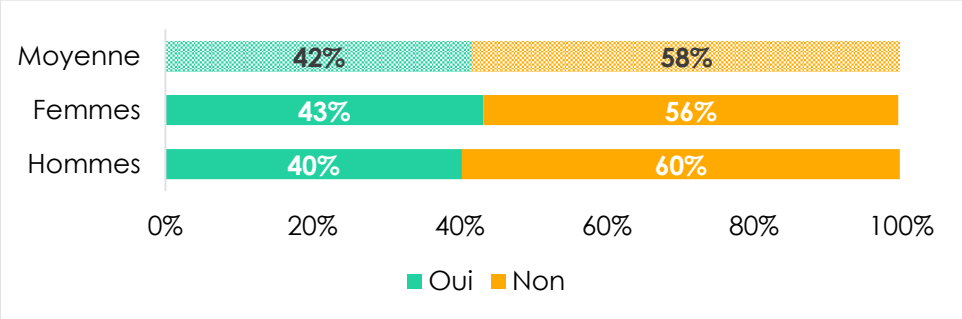
Quatre répondants sur 10 (42%) déclarent avoir fréquenté une clinique ou un hôpital public au cours des 12 derniers mois (Figure 13). Les femmes sont légèrement plus nombreuses que les hommes à déclarer avoir fréquenté un hôpital public (43% contre 40%).

Figure 12 : Présence de centre de santé dans la zone | Maroc | 2024



Question posée aux enquêteurs : *Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Centre de santé (privée, publique, ou les deux) ?*

Figure 13 : Contact avec une clinique ou un hôpital public | par sexe | Maroc | 2024



Question posée aux répondants : *Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une clinique ou un hôpital public ?*

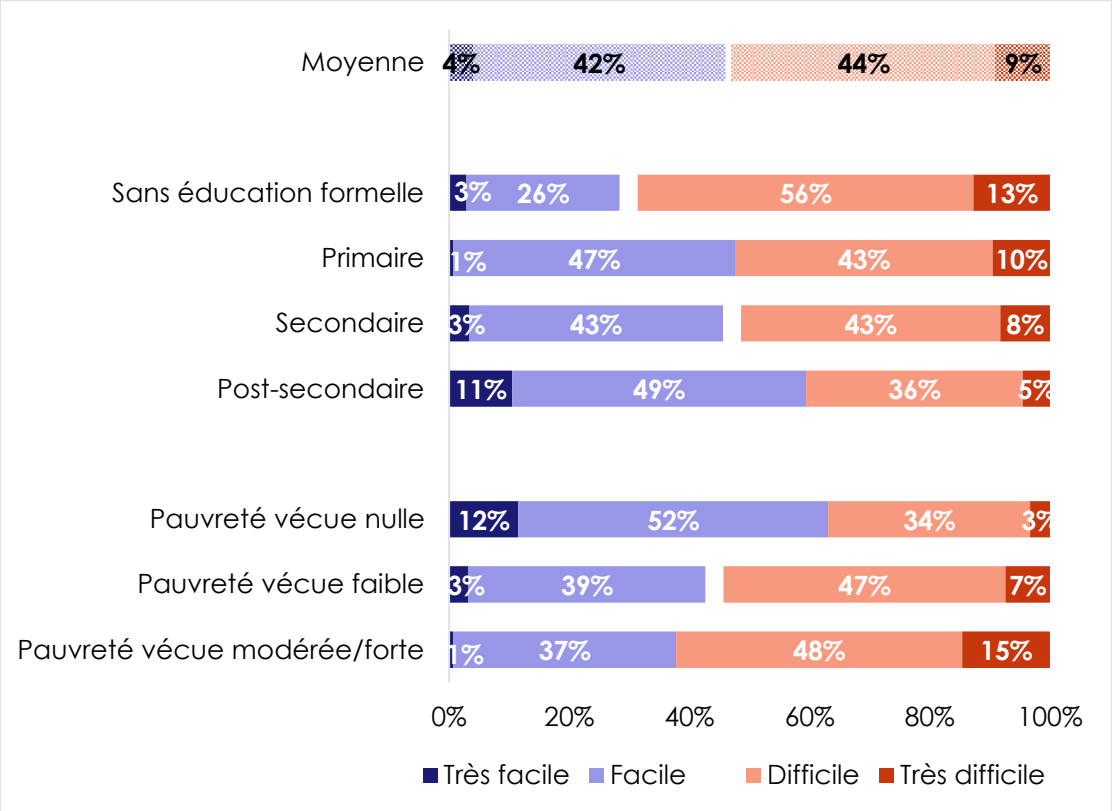
[2] Les échantillons d'Afrobarometer sont basés sur une sélection de zones de dénombrement (ZD) tirées aléatoirement du recensement national. Huit entretiens sont menés dans chaque ZD sélectionnée ; les équipes d'enquête visitent donc généralement environ 150 ZD (pour les enquêtes avec n = 1.200). Dans chaque ZD, l'équipe enregistre la présence ou l'absence de services de base (tels que le réseau électrique) et d'infrastructures (telles que les écoles et les dispensaires). En raison de la taille réduite des échantillons, la marge d'erreur sur le chiffre rapporté ici pour la présence d'un dispensaire est plus élevée que pour les résultats recueillis lors d'entretiens individuels.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Parmi ceux qui ont eu des contacts avec un hôpital public, plus de la moitié (52%) disent avoir trouvé difficile d'obtenir les services dont ils avaient besoin, dont 9% qui décrivent cela comme « très difficile » (Figure 14).[3]

La facilité d'accès aux services de santé déclarée augmente avec le niveau d'éducation des répondants, allant de seulement 28% des personnes sans scolarité formelle à 59% des personnes ayant suivi des études post-secondaires. De même, les citoyens aisés (63%) sont plus susceptibles de déclarer qu'il était facile d'obtenir des services que ceux vivant une pauvreté (38%-43%).

Figure 14 : Facilité d'accès aux soins médicaux | par éducation et pauvreté vécue | Maroc | 2024



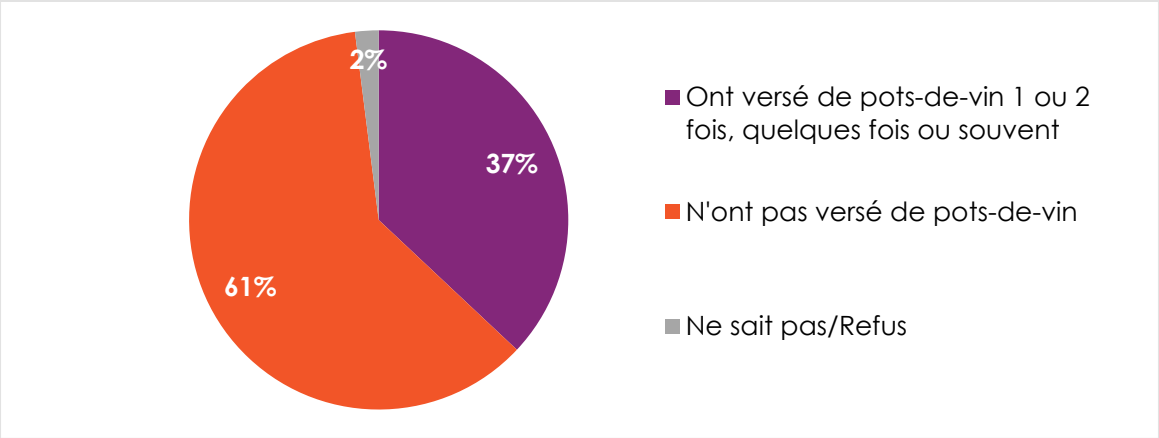
Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : *Dans quelle mesure a-t-il été facile ou difficile d'obtenir les soins ou services médicaux dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)*

Près de quatre répondants sur 10 (37%) ayant eu des contacts avec un établissement public de santé déclarent avoir dû payer des pots-de-vin, offrir un cadeau ou rendre service à un membre du personnel pour obtenir les soins dont ils avaient besoin (Figure 15).

[3] En raison des arrondis, les pourcentages des catégories combinées indiquées dans le texte peuvent différer légèrement de la somme des sous-catégories présentées dans les figures (par exemple, 44% « difficile » et 9% « très difficile » totalisent 52%).

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 15 : Paiement de pots-de-vin pour des services médicaux | Maroc | 2024

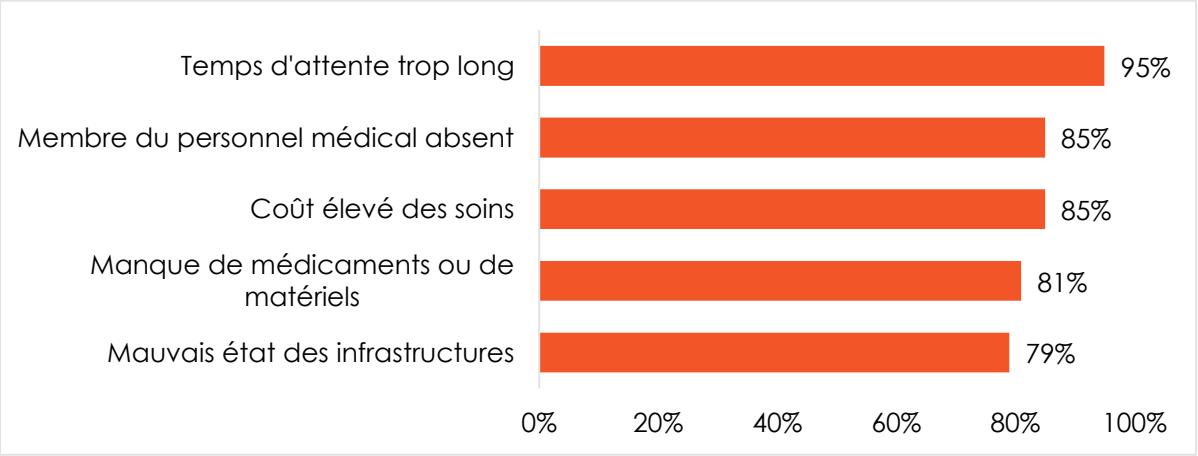


Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : *Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins ou les services médicaux dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)*

Outre la difficulté d'obtenir des services et le versement de pots-de-vin, la plupart des citoyens ont rencontré divers problèmes dans les hôpitaux publics où ils ont demandé des soins au cours de l'année précédente (Figure 16).

Plus de neuf répondants sur 10 (95%) ayant sollicité des services déclarent avoir connu de longs délais d'attente. Une écrasante majorité d'entre eux signalent également l'absence du personnel médical (85%), l'impossibilité d'obtenir les médicaments ou les soins nécessaires en raison des coûts élevés (85%), le manque de médicaments ou de matériels (81%) et le mauvais état des installations (79%).

Figure 16 : Problèmes rencontrés dans les hôpitaux publics | Maroc | 2024



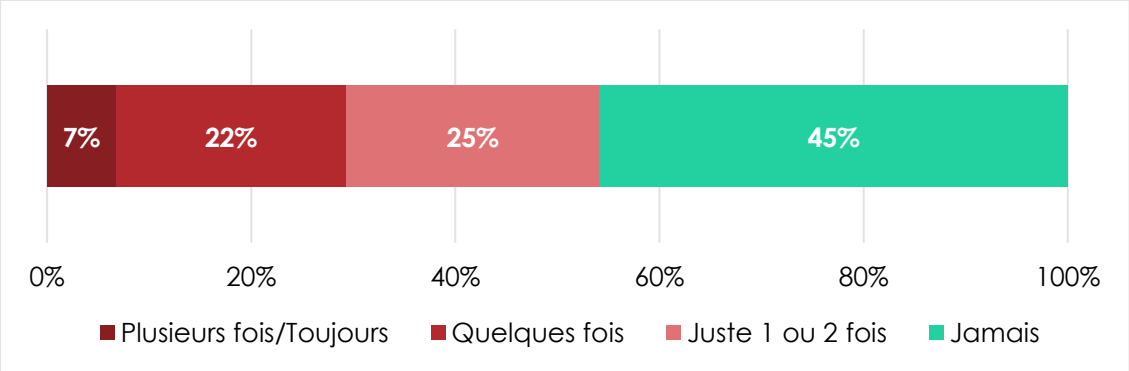
Questions posées aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : *Avez-vous rencontré l'un de ces problèmes avec une clinique ou un hôpital au cours des 12 derniers mois : Manque de médicaments ou autres fournitures ? Médecins ou autre personnel médical absents ? Longue attente ? Mauvais état des infrastructures ? Coût élevé qui vous a empêché d'obtenir les soins ou les médicaments dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)*

Copyright ©Afrobarometer 2025

Plus de la moitié (54%) des répondants déclarent qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille ont manqué de médicaments ou de soins médicaux nécessaires au moins une fois au cours de l'année précédente, dont 7% qui déclarent que cela s'est produit « plusieurs fois » ou « toujours » (Figure 17).

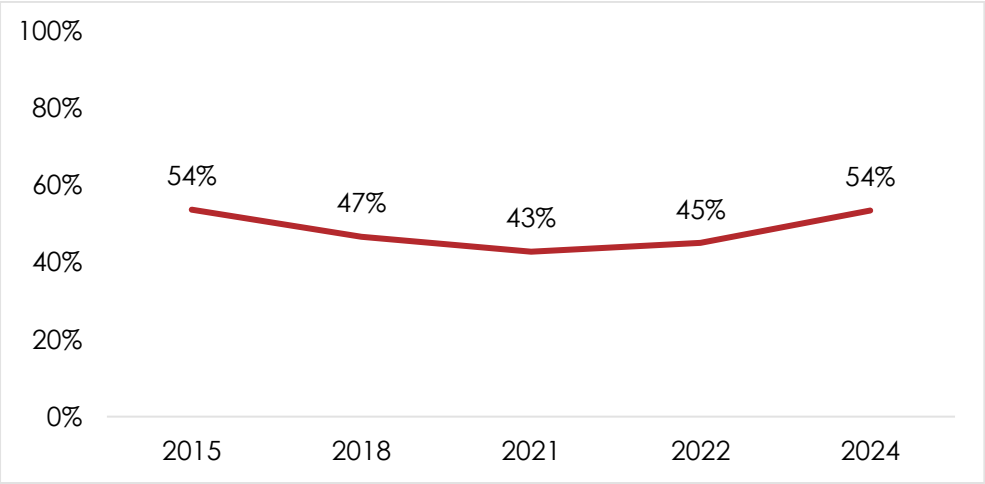
Après avoir diminué entre 2015 et 2021, la part des citoyens ayant manqué de soins ou de médicaments est remontée à son niveau majoritaire enregistré il y a 10 ans (Figure 18).

Figure 17 : Manque de soins médicaux ou de médicaments | Maroc | 2024



Question posée aux répondants : *Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-dû manquer de médicaments ou de soins médicaux ?*

Figure 18 : Ont manqué de soins médicaux ou de médicaments | Maroc | 2015-2024



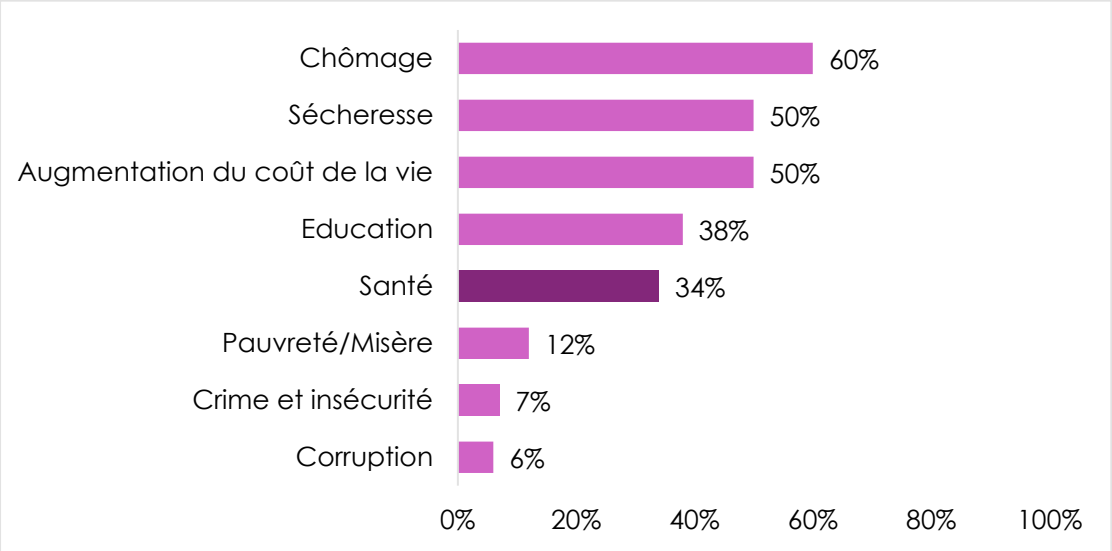
Question posée aux répondants : *Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-dû manquer de médicaments ou de soins médicaux ? (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois », « plusieurs fois » ou « toujours »)*

Performance du gouvernement en matière de soins de santé

La santé arrive en cinquième position des problèmes les plus importants que les Marocains estiment que leur gouvernement doit résoudre. Elle est citée par 34% des répondants comme l'une de leurs trois priorités d'action gouvernementale (Figure 19). Elle est devancée par le chômage (60%), la sécheresse (50%), l'augmentation du coût de la vie (50%) et l'éducation (38%), mais devance la pauvreté (12%), la criminalité/sécurité (7%) et la corruption (6%).

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 19 : Plus importants problèmes du pays | Maroc | 2024

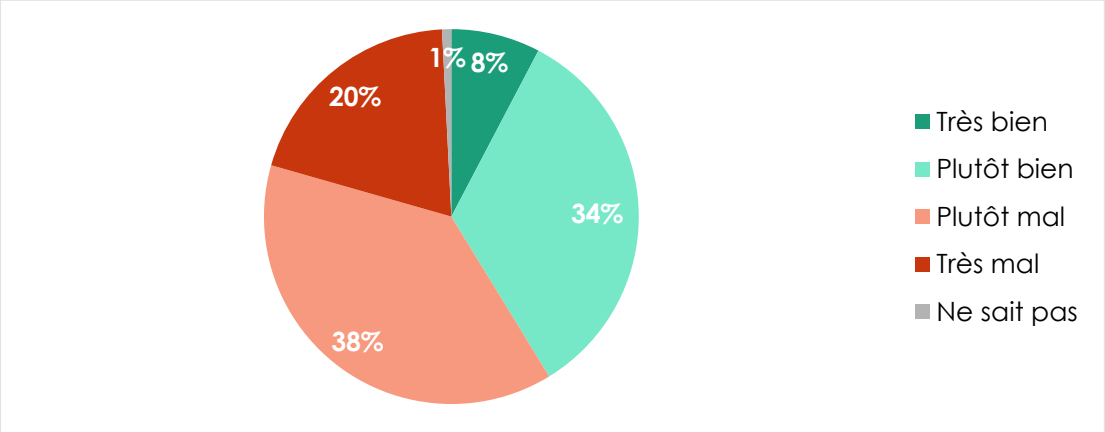


Question posée aux répondants : *A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)*

Alors qu'environ quatre Marocains sur 10 (42%) estiment que le gouvernement fait « assez bien » ou « très bien » pour améliorer les services de santé de base, une majorité (58%) de répondants ne sont pas d'accord (Figure 20).

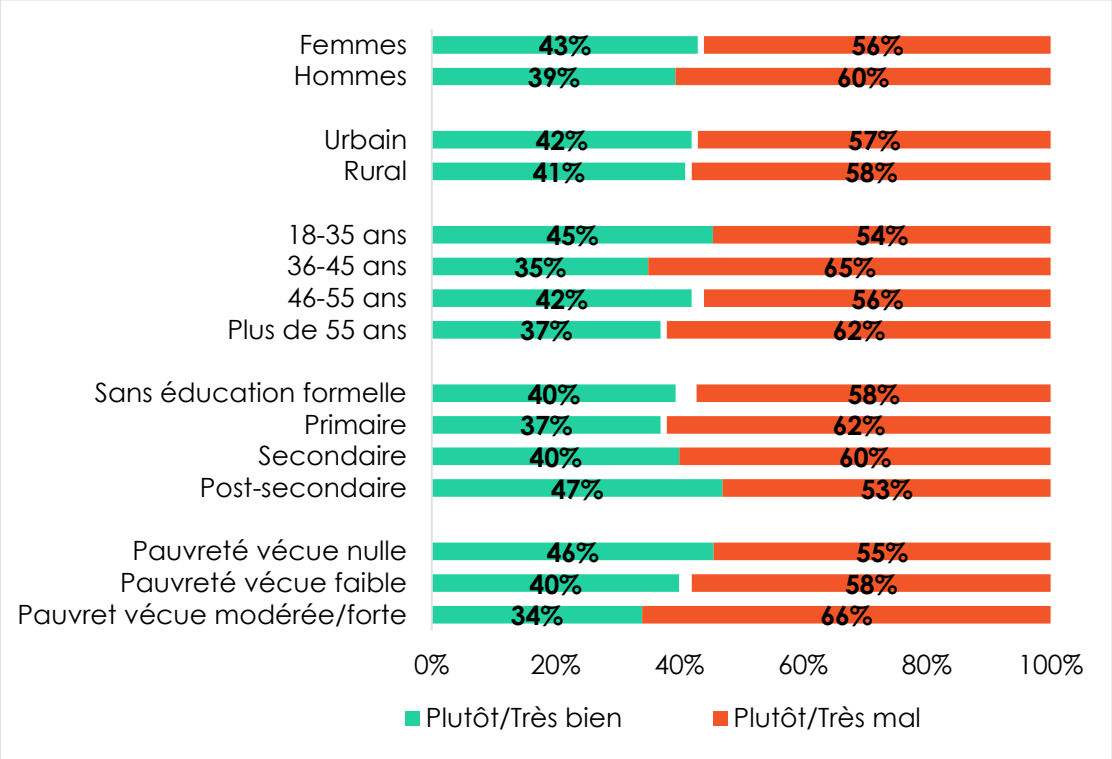
Les citoyens ayant fait des études post-secondaires (47%) sont légèrement plus satisfaits de la performance du gouvernement que les citoyens moins instruits (37%-40%) (Figure 21). Les citoyens les plus pauvres sont 12 points de pourcentage moins susceptibles que les plus aisés d'estimer que le gouvernement fait du bon travail en matière de santé (34% contre 46%).

Figure 20 : Performance du gouvernement dans l'amélioration des services de santé de base | Maroc | 2024



Question posée aux répondants : *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à l'amélioration des services de santé de base ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

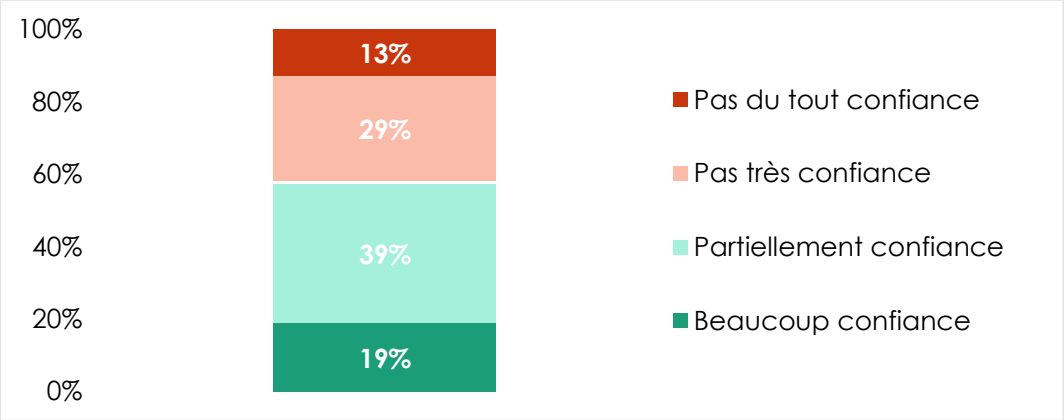
Figure 21 : Performance du gouvernement dans l'amélioration des services de santé de base | par groupe démographique | 2024



Question posée aux répondants : *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à l'amélioration des services de santé de base ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Conformément aux opinions mitigées sur la performance du gouvernement, le Ministère de la Santé ne bénéficie que d'une confiance limitée du public. Alors qu'une majorité (58%) des citoyens déclarent faire « partiellement » (39%) ou « beaucoup » (19%) confiance au ministère, 42% n'expriment pas très ou pas du tout confiance (Figure 22).

Figure 22 : Confiance au Ministère de la Santé | Maroc | 2024



Question posée aux répondants : *A quel point faites-vous confiance au Ministère de la Santé, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

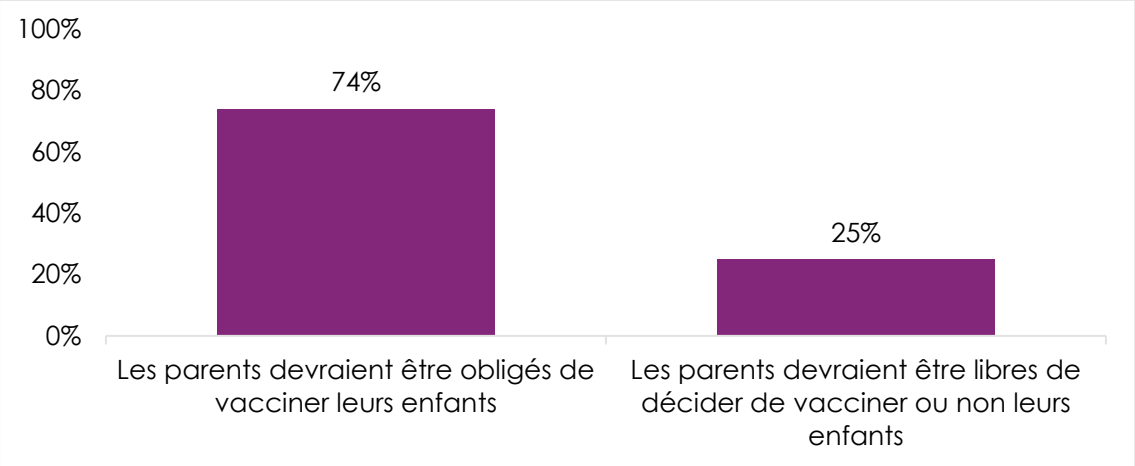
Copyright ©Afrobarometer 2025

Vaccination obligatoire pour les enfants

Afrobarometer a également exploré les points de vue des citoyens sur la vaccination, un sujet qui a suscité un débat considérable au plus fort de la pandémie de COVID-19.

Au Maroc, trois quarts (74%) des personnes interrogées estiment que pour protéger les enfants et la communauté, les parents devraient être obligés de vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio (Figure 23). Un quart (25%) pensent au contraire que les parents devraient être libres de décider eux-mêmes si leurs enfants doivent être vaccinés.

Figure 23 : Les parents devraient-ils être obligés de vacciner leurs enfants ? | Maroc | 2024



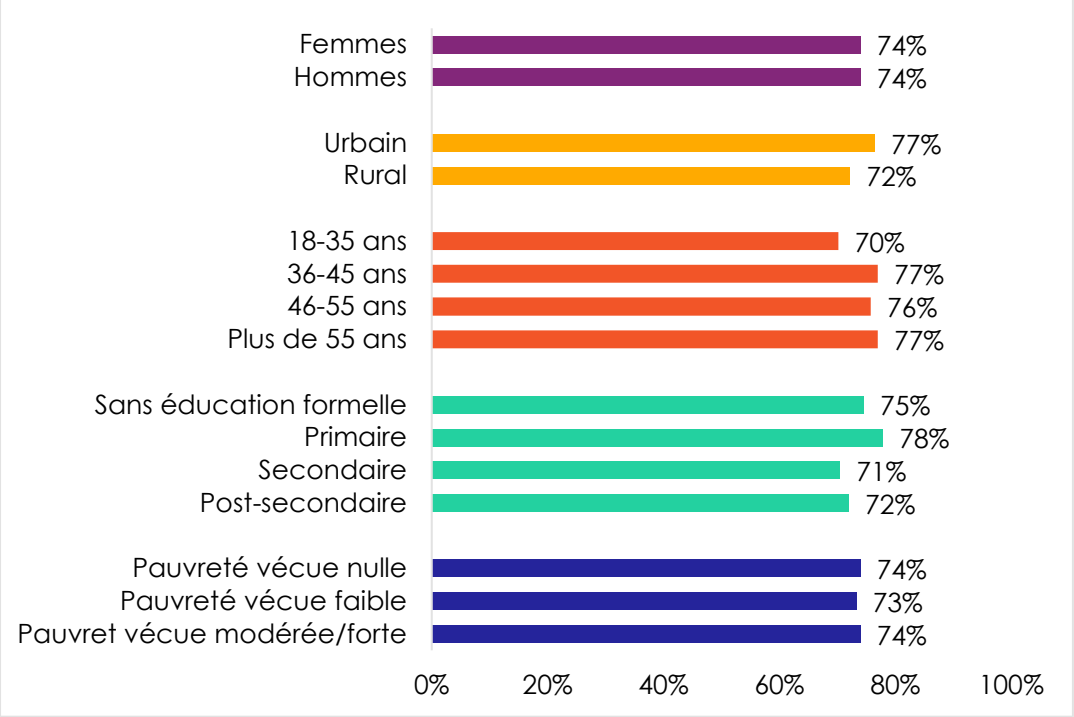
Question posée aux répondants : *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Afin de protéger les enfants et la communauté, les parents devraient être tenus de faire vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio.
Affirmation 2 : Faire vacciner son enfant contre les maladies infectieuses est un choix personnel des parents et ne devrait pas être obligatoire.

Les citadins (77%) sont légèrement plus engagés dans la vaccination contre les maladies infectieuses que les résidents ruraux (72%) (Figure 24). L'insistance sur la vaccination des enfants est légèrement plus faible chez les plus jeunes répondants (70%) que dans les autres tranches d'âge (76%-77%).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 24 : Les parents devraient être obligés de vacciner leurs enfants | par groupe démographique | Maroc | 2024



Question posée aux répondants : *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Afin de protéger les enfants et la communauté, les parents devraient être tenus de faire vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio.
Affirmation 2 : Faire vacciner son enfant contre les maladies infectieuses est un choix personnel des parents et ne devrait pas être obligatoire.
(% qui sont d'accord avec l'Affirmation 1)

Conclusion

Bien que sept citoyens sur 10 bénéficient d'une couverture médicale, les résultats d'une enquête révèlent d'importantes lacunes dans le système de santé marocain. La plupart des citoyens craignent de ne pas pouvoir obtenir ou payer les soins médicaux dont ils ont besoin. De plus, plus de la moitié des citoyens déclarent qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille ont manqué de médicaments ou de soins médicaux nécessaires au cours des 12 derniers mois. Les réponses à l'enquête indiquent que les services de santé sont difficiles à obtenir et, dans de nombreux cas, nécessitent des pots-de-vin. Une écrasante majorité fait état de problèmes rencontrés dans les hôpitaux publics, notamment de longs délais d'attente, l'absence de personnel médical, des coûts élevés, l'insuffisance des médicaments ou des fournitures médicales, et le mauvais état des installations.

En plus d'améliorer les résultats en matière de santé des Marocains, combler ces lacunes pourrait aider le gouvernement à obtenir l'approbation du public pour ses efforts dans le secteur des soins de santé.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Références

Chen, D. (2018). Morocco's subsidized health insurance regime for the poor and vulnerable population: Achievements and challenges. Universal Health Coverage Study Series No. 36, World Bank Group.

Deriak. (2024). Comprehensive guide to AMO: Morocco's mandatory health insurance. 23 October.

Halimi, H., Jawab, F., & Bouklata, A. (2025). Evolution and challenges of Morocco's healthcare system: A statistical and literature-based analysis of key stakeholders and emerging trends. 16th International Conference on Logistics and Supply Chain Management.

Mahdaoui, M., & Kissani, N. (2023). Morocco's healthcare system: Achievements, challenges, and perspectives. *Cureus, 15*(6). DOI: 10.7759/cureus.41143.

Mattes, R., & Lekalake, L. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.

Organisation Mondiale de la Santé. (2023). UHC service coverage index.

Organisation Mondiale de la Santé. (2025). Universal health coverage (UHC).

Copyright ©Afrobarometer 2025

Wallelign S. Hassen est étudiant en sciences politiques à l'Université de Floride. Email : whassen@ufl.edu.

Afrobarometer, une organisation à but non lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, l'University of Cape Town et l'University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminate, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ), soutenu par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce lien ou ce lien. Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.

Dépêche d'Afrobarometer No. 1044 | 11 septembre 2025

Copyright ©Afrobarometer 2025